

Compte administratif 2016

■ Session du 21 juin 2017

■ Présenté par M. Jean-Claude BACHELOT, Rapporteur général du Budget, au nom de la Commission "Finances, Prospective, Europe, Interrégionalité"

Entendues les interventions de MM. Marc de JACQUELOT (CFTC), Yvic KERGROAC'H (CGT), Joseph ROCHER (CFDT), Mme Elisabeth FESSART (U2P), M. Jacques GUILLAUME (UNSA), Mme Géraldine BEALU (CCIR), M. Philippe YZAMBART (UNAPL),

Entendue l'intervention de M. François PINTE, 1er Vice-Président du Conseil régional, Président de la Commission « Finances, ressources humaines, affaires générales, coopération Interrégionale, affaires européennes et coopération internationale ».

89 votants. Adopté par 86 voix pour, 3 abstentions, 0 contre.

Le compte administratif présente la réalisation des dépenses et des recettes prévues dans les documents budgétaires (BP, BS, DM) de l'exercice précédent. Il est en conformité avec le compte de gestion présentant les paiements et encaissements réalisés par le Payeur régional.

Le compte administratif 2016 est le premier exercice de cette mandature.

La Région présente aussi son rapport annuel d'activités et les rapports d'activités des délégations de service public.

L'Etat présente le bilan 2016 de ses actions stratégiques en Pays de la Loire.

Il s'agit du dernier compte administratif avant la mise en œuvre de la Loi NOTRe, complétant et élargissant les compétences de la Région et le volume de son budget, tant en dépenses qu'en recettes.

1. Evolutions budgétaires

1.1. Evolution des dépenses de fonctionnement

en M€	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses de fonctionnement	759	774	786	805	813
Dont Dépenses de personnel	122	124	133	135	137
Dont Intérêts de la dette	28	25	25	28	29
Dont Politiques publiques	609	625	628	642	647

En 2016, les dépenses de fonctionnement intègrent "le Plan 500 000 Formations "pour 21,4 M€.

1.2. Evolution de l'épargne brute

En M€	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes de fonctionnement	1 060	1 081	1 068	1 071	1 096
(-) Dépenses de fonctionnement	759	774	786	805	813
(=) Epargne brute	301	308	272	266	283

L'augmentation de l'épargne brute provient essentiellement de l'augmentation des recettes de fonctionnement.

L'augmentation des recettes fiscales et de politiques régionales (+ 6,2 % soit 48 M€) permet de diminuer l'impact de la baisse des dotations (-8,4 % soit - 23 M€) de l'Etat et d'augmenter l'épargne brute :

En M€	CA 2015	CA 2016
Recettes fiscales	745	766,8
dont CVAE	206	208
dont IFER	33,5	34
dont dotation FNGIR	15,9	15,9
dont Taxe sur les cartes grises	125,5	129,2
dont TICPE	234	250,2
dont Ressources Formation Professionnelle Apprentissage	28,6	29,5
dont Aide recrutement apprentis	4,8	
dont Taxe d'apprentissage	96,2	100
Concours financiers de l'Etat	274	251
Recettes de politiques régionales	52	75,2
Opérations financières	0,6	2,9
Total	1 070	1 096

L'augmentation des recettes de politiques régionales de 23,4 M€ comprend la participation de l'Etat pour "le Plan 500 000 Formations", les participations au titre des formations sanitaires et sociales, des recettes du FSE et des recettes dans le domaine du transport ferroviaire...

1.3. Evolution du niveau d'investissement hors remboursement du capital de la dette

En M€	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses d'investissement hors remboursement du capital de la dette	484	582	571	597	553

Ces dépenses d'investissement, en réduction, correspondent aux dépenses d'équipement de la collectivité, comme les travaux et constructions de lycées, les infrastructures, les subventions d'équipement versées (Contrats de territoire par exemple) mais aussi les avances remboursables aux entreprises, les opérations immobilières ou l'achat de matériels (équipements ferroviaires, ...) etc.

1.4. Evolution de la dette

Au 31 décembre en M€	2012	2013	2014	2015	2016
Stock de la dette	1 005	1 146	1 273	1 436	1 566
Remboursement du capital de la dette	74	73	74	128*	90
Intérêts de la dette	28	25	25	28	29
Emprunt annuel réalisé	160	214	200	291*	220

*dont 80 M€ d'emprunt obligataire remboursé intégralement en 2015 par un nouvel emprunt à taux d'intérêt plus faible

La Région a poursuivi une gestion active et sécurisée de la dette dans le contexte d'un marché financier plutôt favorable, avec des taux d'intérêt bas, ce qui permet de maintenir les charges financières à hauteur identique de 2012, alors que le niveau de la dette passe de 1 milliard à 1,5 milliard d'euros.

1.5. Evolution des masses budgétaires

En M€	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses de Fonctionnement	759	774	786	805	813
Dépenses d'investissement	484	582	571	597	553
Remboursement du capital	74	73	74	128	90
Excédent de clôture	29,8	29,4	27,4	31,2	39,4
Budget global	1 346,80	1 458,40	1 458,40	1 561,20	1 495,40

En 2015, le remboursement est à un niveau élevé en raison du remboursement total de l'emprunt obligataire.

La baisse du budget global en 2016 s'explique aussi par la réduction des investissements.

Part relative des différents postes

En %	2012	2013	2014	2015	2016
budget global	1 347	1 458	1 458	1 561	1 495
dépenses de fonctionnement	56,36%	53,07%	53,89%	51,56%	54,37%
dont politiques publiques de fonctionnement	45,22%	42,86%	43,06%	41,12%	43,27%
dont dépenses de personnel	9,06%	8,50%	9,12%	8,65%	9,16%
dont intérêt de la dette	2,08%	1,71%	1,71%	1,79%	1,94%
excédent de clôture	2,21%	2,02%	1,88%	2,00%	2,63%
dépenses investissement	35,94%	39,91%	39,15%	38,24%	36,98%
remboursement du capital de la dette	5,49%	5,01%	5,07%	8,20%	6,02%
épargne brute	22,35%	21,12%	18,65%	17,04%	18,92%

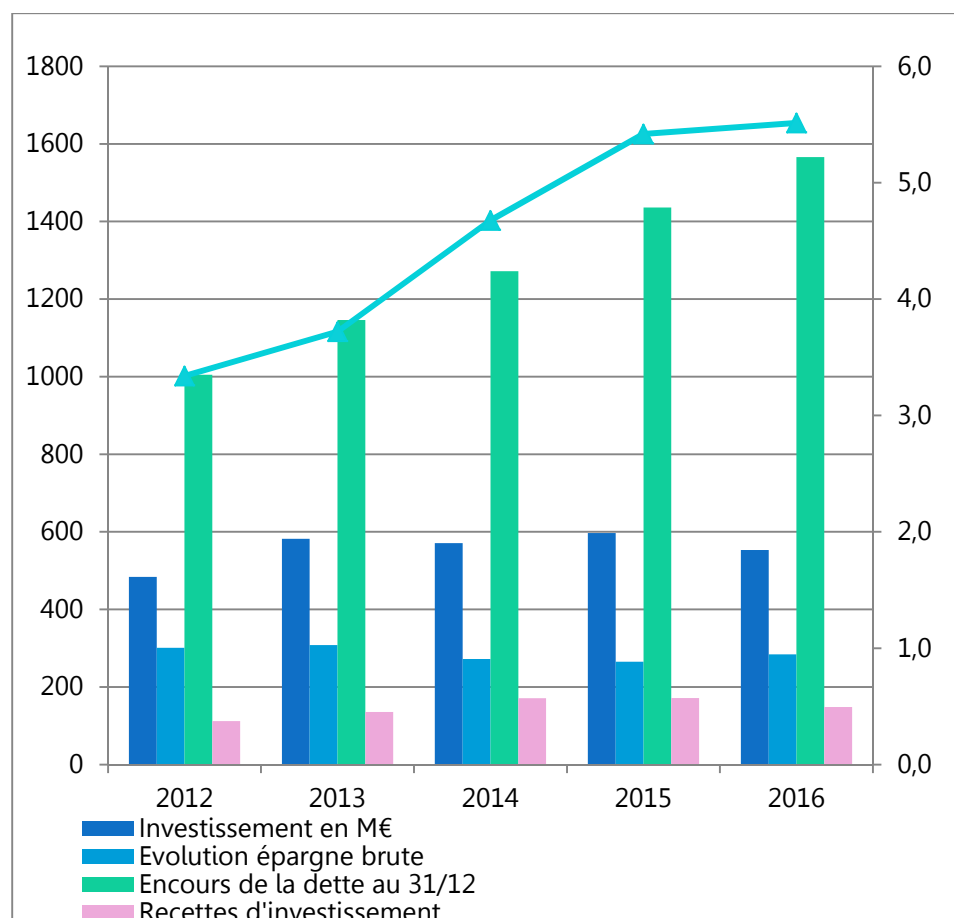
Ce tableau permet de mesurer la structure des principaux postes budgétaires et leurs niveaux de réalisation depuis 2012.

2. Analyse financière

2.1. La réalisation des principaux indicateurs

En M€	La situation prévue pour 2016 (BP +BS+ DM)	La situation constatée au CA 2016
Niveau d'investissement hors dette	560	553
Dépenses de fonctionnement	847	813
Epargne brute	245,6	283
Recettes d'investissement	138,1	148,4
Capacité de désendettement		5,5
Stock de la dette		1 566

Financement de l'investissement hors dette



Malgré une augmentation du stock de la dette de 130 M€, la capacité de désendettement se stabilise à 5,5 années.

2.2. Le résultat de l'exercice

En M€	2012	2013	2014	2015	2016
Clôture de l'exercice	29,8	29,4	27,4	31,2	39,4

La différence entre recettes et dépenses de la section de fonctionnement définit le résultat de clôture.

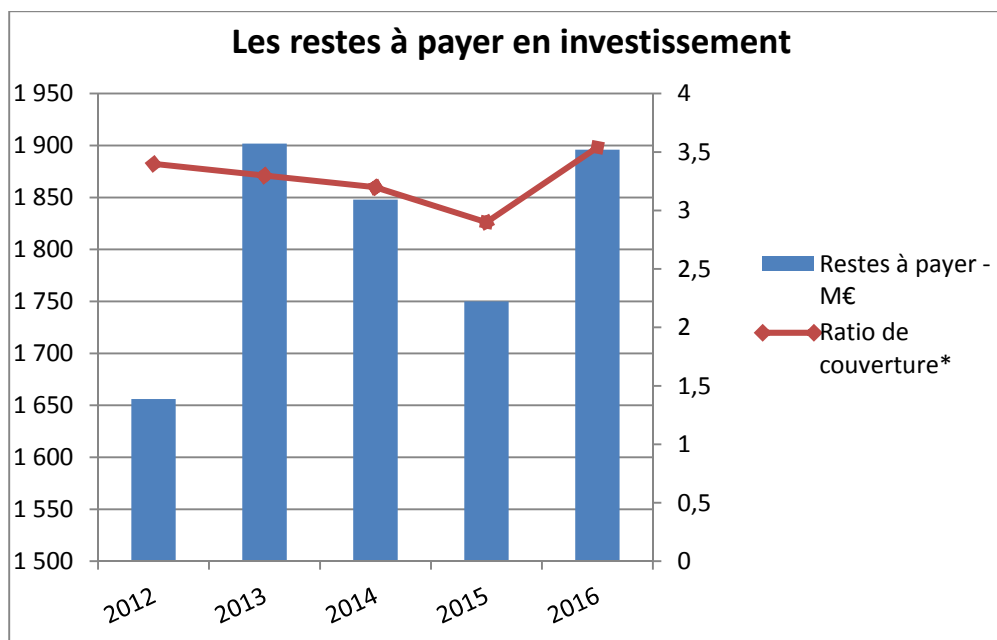
Ce résultat de 39,4 M€ sera affecté au BS 2017.

2.3. Les restes à payer

Au 31 décembre en M€	2012	2013	2014	2015	2016
Fonctionnement	347,1	429,2	382,3	437,4	329,2
Investissement	1 656	1 901,9	1 848,4	1 750,6	1 896,7
Total	2 003,1	2 331,1	2 230,7	2 188	2 225,9

Les restes à payer représentent le cumul des engagements pluriannuels affectés au 31 décembre 2016.

Ces restes à payer intègrent les engagements de la Région au titre du CPER 2015-2020.



*Le ratio de couverture traduit la durée résiduelle nécessaire au financement des restes à payer en investissement.

2.4. La gestion patrimoniale

Le patrimoine régional augmente en lien avec ses compétences (lycées, équipements etc.).

Le CESER renouvelle son intérêt pour la mise en œuvre d'une stratégie globale visant à optimiser l'utilisation du patrimoine régional et notamment des bâtiments. Sa mise en œuvre nécessite une coordination et aussi une mutualisation des différents usages (les locaux sportifs, les ateliers, les internats des lycées par exemple).

2.5. Les comptes des satellites

Le CESER rappelle qu'il est intéressant d'avoir, comme les années précédentes, en même temps que l'examen des comptes de la Région, ceux de l'Agence régionale ainsi que les rapports d'activités.

En effet, l'Agence met en œuvre des activités importantes pour le compte de la Région, dont la reprise des activités d'animation et de développement économique des structures départementales.

La Région indique que les rapports sur les bilans annuels des comptes et sur les rapports d'activités des sociétés d'économie mixtes (SEM) et des sociétés publiques locales (SPL), auxquelles elle participe, seront présentés à la DM 2, comme l'année passée.

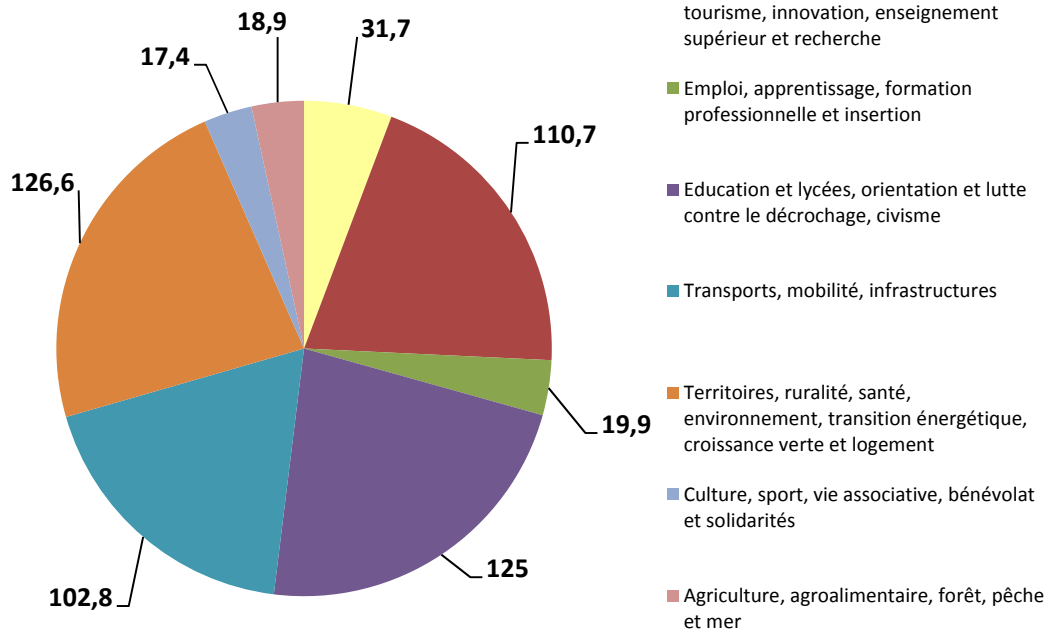
3. La réalisation 2016 par politiques publiques

	Investissement (en M€)	Fonctionnement (en M€)	total
Finances, ressources humaines, affaires générales, coopérations interrégionales, affaires européennes communication et démocratie	31,7	204,9	326,6
Entreprise, développement international, tourisme, innovation, enseignement supérieur et recherche	110,7	26,9	137,6
Emploi, apprentissage, formation professionnelle et insertion	19,9	309,7	329,6
Education et lycées, orientation et lutte contre le décrochage, civisme	125	80,3	205,3
Transports, mobilité, infrastructures	102,8	150	252,8
Territoires, ruralité, santé, environnement, transition énergétique, croissance verte et logement	126,6	7,3	133,9
Culture, sport, vie associative, bénévolat et solidarités	17,4	29,9	47,3
Agriculture, agroalimentaire, forêt, pêche et mer	18,9	3,8	22,7
Total des réalisations 2016 Hors dette	553	784	1 456
Total des prévisions budgétaires 2016 hors gestion de la dette	560,7	813,6	1 498
<i>Taux d'exécution</i>	<i>98,75%</i>	<i>96,36%</i>	
Remboursement de l'emprunt (capital et intérêt)	90	29	
Total général	643	813	1 456

La présentation par commission ne permet pas d'identifier, dans le détail, les éventuels mouvements dans les programmes des politiques publiques.

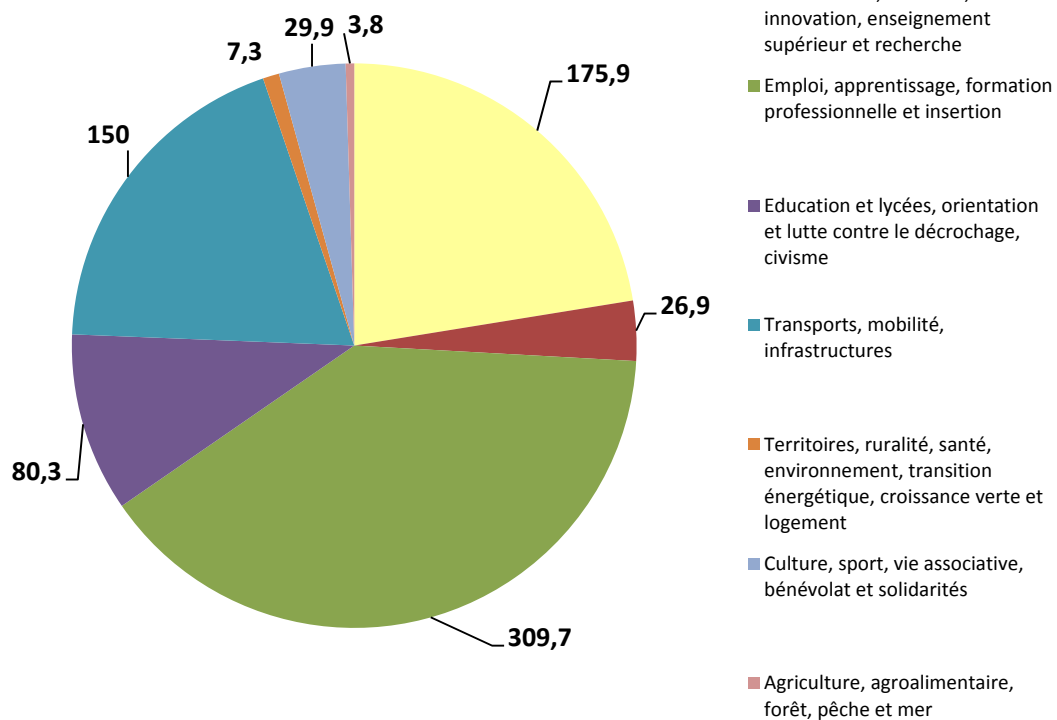
Investissement

Total des réalisations : 553 M€



Fonctionnement

Total des réalisations : 784 M€



4. Synthèse

Le taux d'exécution budgétaire est particulièrement élevé, tant en investissement (98,75 %) qu'en fonctionnement (96,36%).

La Région, dans son rapport de présentation, rappelle les fondamentaux budgétaires qu'elle a fixé comme objectifs de sa stratégie financière, dès le début de la mandature, et qu'elle a précisés ensuite au BP 2017.

Dans le cadre de ses observations sur le CA 2016, le CESER mesure les niveaux de la réalisation de ces objectifs :

- **« la diminution progressive du recours à l'emprunt pour casser le rythme de progression de la dette »,**

A ce stade, le stock de dette passe de 1,436 à 1,566 milliard, soit en augmentation de 130M€. CF tableau du paragraphe 1. 4

- **« la stabilisation de sa capacité de désendettement à hauteur de 7 années en fin de mandature »,**

Elle est de 5,5 années.

- **« la réalisation de 100 millions d'euros d'économies de fonctionnement en cumulé sur le mandat »,**

Hors "Plan 500 000 Formations" de 21,4 M€, les politiques publiques sont de 625,6 M€ en 2016, et de de 642 M€ en 2015, soit en diminution de 16,4 M€.

En tenant compte du Plan de formation, les dépenses de fonctionnement augmentent néanmoins de 8 M€.

- **« le maintien d'un haut niveau d'épargne brute à hauteur de 250 millions d'euros »,**

L'épargne brute constatée est de 283 M€. Ce montant élevé se rapproche des niveaux antérieurs au Plan de relance de l'investissement de 2015. Il provient principalement de l'augmentation des recettes de fonctionnement malgré la baisse des dotations de l'Etat.

- **« la réduction progressive du montant des dépenses d'investissement sur le mandat pour atteindre une cible moyenne de 450 M€ »,**

L'investissement 2016 de 553 M€ est en baisse de 44 M€ par rapport à l'année précédente.

- **« Le non recours au levier fiscal sur la durée du mandat 2016-2021 »**

Conformément aux prévisions budgétaires (BP, BS, DM 2016), le levier fiscal n'a pas été utilisé.

Sur la réalisation des politiques publiques, il est difficile pour certaines politiques publiques de mesurer les mouvements dans les programmes, compte tenu de la modification de l'architecture entre 2016 et les exercices antérieurs.

En investissement, certains programmes sont en fin de cycle. C'est particulièrement le cas des infrastructures et des matériels de transports ferroviaires qui sont réduits de 65 M€.

Le CESER rappelle qu'il est important de disposer des éléments de programmation des investissements (PPI), pour anticiper les conséquences des cycles des politiques publiques sur le budget global.

Le CESER reste dans l'attente de la feuille de route budgétaire et financière de la Région pour la période 2016-2021, intégrant le PPI et les projections financières annoncées pour la fin de l'année.